

Conférence de presse conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la construction européenne et sur la situation en Ukraine, à Stralsund le 10 mai 2014.

MME ANGELA MERKEL Mesdames, Messieurs, je suis heureuse de vous accueillir ici à Stralsund pour cette conférence de presse. Mais c'est tout particulièrement le Président de la République que je voudrai saluer et je voudrai le remercier, et chaleureusement, d'avoir bien voulu me rendre visite dans mon pays d'origine politique et découvrir une partie de l'Allemagne, peut-être moins bien connue.

Je pense que la nature de nos entretiens a démontré que nous avons bien pu faire usage du temps que nous avons, pour mieux encore nous entendre sur le terrain politique. Et je suis heureuse d'avoir pu montrer comment les hommes et les femmes de cette région ont pris leur destin en main, après la réunification de l'Allemagne et comment avec la solidarité européenne et la solidarité allemande, nous avons pu engager beaucoup de projets. Et lorsque l'on visite la ville, on voit à quel point il y a des liens et des échanges internationaux, que ce soit des élèves français en échange, ou les traces de l'histoire européenne. Et l'on voit que l'on n'a pas attendu ce siècle ou le siècle précédent pour faire une coopération européenne. On voit partout que les relations sont très étroites. Par exemple, on a vu une bible, manuscrit du XIII^{ème} siècle qui avait été réalisée en France.

Nous avons également eu des entretiens de nature politique et nous avons principalement parlé de la situation en Ukraine et de l'attitude russe.

Nous vous avons présenté une déclaration commune que nous avons élaborée, qui résume en 5 points de quoi il s'agit.

Tout d'abord, il s'agit de permettre que des élections libres et justes puissent avoir lieu le 25 mai en Ukraine. Le referendum annoncé pour demain est, à nos yeux, illégal et nous misons sur un scrutin qui se déroule dans tout le pays, le 25 mai. Pour cela, nous avons besoin de l'OSCE. L'OSCE s'est impliquée et il faut qu'il y ait un code de comportement pour les candidats afin de garantir des élections libres et justes.

Nous faisons tout pour que la désescalade se poursuive. Il est effet nécessaire que l'on crée un contexte propice à ce scrutin, mais il faut également créer un contexte propice à un dialogue national.

Nous souhaitons que ce dialogue national commence rapidement, dès la semaine prochaine, ou l'OSCE jouera un rôle déterminant, c'est ce que nous appelons les tables rondes. C'est une proposition allemande et ce dialogue national est salué par la France et par l'Allemagne.

A chaque fois que nous pouvons apporter notre soutien, nous serons aux côtés de l'OSCE pour créer les conditions propices.

Il faut poursuivre le processus constitutionnel, car il s'agit vraiment de la structure future de toute l'Ukraine et il faut que toutes les régions du pays soient prises en compte, dans leurs attentes et dans leurs besoins. Et c'est également l'enjeu du dialogue national.

Et cinquièmement, nous voulons renforcer la coopération économique. L'Ukraine a besoin de soutien et l'Allemagne et la France sont prêtes à y participer, puisque les deux semaines à venir seront très importantes dans la préparation du scrutin du 25 mai.

Nous avons décidé d'avoir des échanges très étroits et très suivis. Et il s'agit également de montrer que le Président russe doit émettre d'avantage de signaux de désescalade pour que ces élections puissent avoir lieu. Il y a eu de premiers signes, mais qui doivent être amplifiés pour qu'aussi bien l'Est et au Sud de l'Ukraine arrive bien le message que tout le monde veut avoir des élections présidentielles justes et libres. Parce que si cela n'avait pas lieu, cela ne ferait qu'ajouter à la déstabilisation de l'Ukraine. Et après on passerait à ce qu'a été décidé par le Conseil européen, dans ce cas, nous serions prêts à aller plus loin sur la voie des sanctions. Mais pour nous, ce n'est pas la finalité. Nous voulons faire progresser le processus politique dans les deux semaines à venir.

Bienvenue à Stralsund. Tu as la parole.

LE PRESIDENT Angela, je veux d'abord te remercier pour l'invitation, pour l'accueil et pour la visite.

Parfois, il y a des questions qui sont posées sur ce que représente l'amitié entre la France et l'Allemagne, ou même, nos relations personnelles. Et bien, une preuve de plus a été apportée, qu'entre la France et l'Allemagne, il y a une confiance mutuelle, un rapprochement permanent, une compréhension.

D'abord, parce que nous avons, l'Allemagne et la France, des responsabilités. Nous allons commémorer, tu l'as rappelé tout à l'heure, à la fois le centenaire de la Première guerre mondiale, le débarquement, le 6 juin, tu y seras. Et donc, nous savons ce que le siècle précédent a produit de drame et de tragédie. C'est parce qu'il y a eu cette conscience, cette élévation d'esprit, cette exigence, que l'Allemagne et la France ont permis que la construction européenne puisse être ce qu'elle est aujourd'hui. A travers des relations personnelles, du Général DE GAULLE avec Konrad ADENAUER jusqu'à aujourd'hui, cette même volonté, avec des défis différents.

Nous avons été à Reims, c'était lors d'un premier déplacement que tu faisais en France et puis nous en avons eu d'autres, dans le cadre de l'anniversaire du traité d'amitié de l'Elysée. Et aujourd'hui, je tenais absolument à venir dans ta circonscription, pour mieux comprendre encore, mieux entendre aussi ce qu'est l'aspiration de l'Allemagne pour faire avancer l'Europe.

Ici, et tu y as été pour beaucoup, depuis 20 ans, il y a eu une reconstruction, une rénovation. Et ce que j'ai découvert avec la presse française qui m'a accompagnée, c'est combien un pays est capable, en deux décennies, de changer son destin et de changer aussi son environnement en partant de ce qui existe et en y apportant la modernité, et aussi la beauté.

Alors c'était un moment de détente, c'est vrai, nous avons beaucoup marché, sous la pluie parfois, sous le soleil souvent, et cela a été un moment d'amitié, amitié entre nous, amitié entre nos deux pays et cela a été aussi un moment de travail et un moment politique, dans un contexte qu'Angela a rappelé, qui est celui de la crise ukrainienne.

Au cours de nos échanges hier soir, jusqu'à tard dans la nuit, y compris dans des bars de la ville, nous avons évoqué notre vive préoccupation, par rapport à ce qui se passe en Ukraine et en même temps, notre mobilisation. Celle de l'Allemagne, de la France, mais aussi de l'Europe. C'est le sens de la déclaration que nous avons établie ce matin.

Notre objectif, notre exigence, c'est qu'il y ait une élection présidentielle incontestable, le 25 mai. Qu'elle puisse se tenir en toute régularité, en toute transparence et qu'elle puisse offrir au Président qui en sera élu, la légitimité indispensable. L'OSCE va être directement impliquée dans cette préparation. Il y a un dialogue politique qui doit s'ouvrir, avant même l'élection et forcément une désescalade.

Nous avons condamné les référendums, qui n'ont aucune portée, qui seront organisés dimanche, nous avons déploré les provocations qui ont eu lieu avec des morts, plusieurs dizaines, aussi bien à Odessa que dans d'autres villes et donc, nous avons appelé à la désescalade.

Nous avons aussi voulu qu'il y ait le rappel d'une réforme constitutionnelle indispensable en

Ukraine, pour qu'il y ait une prise en compte des minorités, des spécificités.

Enfin, nous avons aussi voulu montrer notre solidarité à l'égard de l'Ukraine à travers la coopération économique.

Je le disais, l'Allemagne et la France ont des responsabilités, pas seules, mais ont des responsabilités. Et nous sommes attachés à la liberté, nous sommes attachés aux droits des peuples et donc, nous voulons que l'Ukraine puisse s'exprimer et puisse retrouver la stabilité. Nous avons des relations avec Vladimir POULINE et nous les utilisons pour qu'il puisse bien prendre en considération l'enjeu de ces prochaines semaines en Ukraine.

Nous avons aussi évoqué le contexte de la préparation de l'élection du 25 mai aussi, pour le Parlement européen. Si l'on regarde ce qu'ont été les cinq dernières années, cela a été essentiellement pour les pays membres de l'Union et donc pour le Parlement européen, des années de crise, où il fallait parer au plus pressé, aux urgences, où la zone euro pouvait éclater à tout moment. Et depuis deux ans, Angela et moi-même, nous avons été mobilisés sur cet objectif : restaurer des règles, poser des principes, introduire des mécanismes, l'Union budgétaire, l'Union bancaire. Et nous avons - regardons aussi nos résultats- réussi à remettre la zone euro dans une nouvelle dynamique de confiance. La meilleure preuve, c'est qu'aujourd'hui, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas et des pays que l'on jugeait hors d'état de pouvoir accéder aux marchés, aujourd'hui, peuvent être capables de lever des fonds.

Mais qu'est-ce qui nous attend maintenant pour les cinq prochaines années ? C'est d'être capable de redonner une perspective à la construction européenne, avec de nouvelles étapes. Cela sera le mandat qui sera confié à la prochaine Commission.

Ce que nous pouvons faire aujourd'hui, dans ce moment d'amitié entre la France et l'Allemagne, c'est de dire au peuple européen : battez-vous pour ce qu'a été la grande aventure de l'après-guerre et qui doit être la grande aventure de la paix.

QUESTION Une question sur l'Europe. Etes-vous d'accord pour confier la présidence de la future commission européenne, à Martin SHULZ ou à Jean-Claude JUNCKER et avec quel mandat précis ? Et par ailleurs, vous souhaitez mettre en place une Europe de l'énergie, cela signifie-t-il que vous souhaitez une fusion entre ALSTOM et SIEMENS ?

MME ANGELA MERKEL Nous avons effectivement parlé de ce qui se passerait après le 25 mai, après l'élection au Parlement européen. Le 27 mai, le Conseil européen se réunit et le traité de Lisbonne nous confère la responsabilité d'élaborer une proposition aussi bien en ce qui concerne la personne du Président de la commission que la personne du Haut-représentant ou de la Haute-représentante pour la politique étrangère. Mais, et c'est surtout de cela dont nous avons parlé, notre responsabilité est de dire au Parlement quelle est l'orientation commune que nous voulons emprunter. Quelles sont les idées des chefs d'Etat et de gouvernement, quelles sont les idées du Parlement européen, quels sont les contenus que nous voulons donner à la politique, dans les cinq années à venir ? Et à partir de ces contenus, de ces projets, François HOLLANDE a dit l'importance de la croissance, de l'innovation, de la compétitivité à faire progresser, comment créer davantage d'emplois.

C'est de cela que nous allons parler et nous allons inviter Herman VAN ROMPUY, qui est le Président du Conseil européen, à engager des consultations. Il ne faut pas imaginer que mardi 27 ou mercredi 28 mai, les décisions seraient prises, cela prendra un certain temps, il faut que le nouveau Parlement se constitue. Il y aura des consultations et il faudra certainement plusieurs semaines avant que l'on puisse prendre ces décisions. Vous connaissez les candidats chefs de file des deux grands partis et il y a d'autres chefs de file pour les autres partis. Tous les chefs d'Etat et de Gouvernement n'appartiennent pas au même mouvement politique. Il y a beaucoup de grandes coalitions en Europe, pas uniquement en Allemagne.

Donc, il faudra regarder tout cela, mais la première chose, c'est connaître le résultat de l'élection et je pense qu'au lendemain de l'élection on ne saura pas exactement quel parti appartient à quel groupe parlementaire puisqu'il y a de nombreux partis européens.

Nous sommes préparés, nous allons nous concerter très étroitement entre l'Allemagne et la France. Et nous ferons tout pour que le vote des électeurs soit pleinement pris en compte et pour que dans les cinq années à venir, l'Europe connaisse un avenir positif, nous avons encore

beaucoup de pain sur la planche.

Je peux très bien imaginer une Europe où la politique énergétique soit beaucoup plus unifiée, nous avons rencontré le Premier ministre polonais, avec ses propositions sur une Union de l'énergie et la France, l'Allemagne, la Pologne et d'autres, sont prêts à travailler sur ce projet. En ce qui concerne votre question particulière sur ALSTOM et SIEMENS, ce sont là des décisions qui relèvent de l'entreprise. Le Gouvernement allemand ne s'y immisce pas et si les décisions des entreprises montrent qu'il est avantageux d'aller en ce sens, l'Allemagne accompagnera un tel projet de façon positive. Mais la question est de savoir si SIEMENS entend formuler une offre, puis on verra ce qu'elle est et ensuite on se prononcera.

LE PRESIDENT Une élection au Parlement européen doit avoir des conséquences. Si nous appelons au vote, c'est bien pour qu'il soit respecté dans ses résultats.

Ensuite, nous avons la volonté, les chefs d'Etat et de Gouvernement, de donner un contenu au mandat qui sera confié à la Commission européenne. Là, nous devons travailler ensemble. Avec des sensibilités qui sont différentes, chacun les connaît. Mais nous avons cette volonté, non pas gérer l'Europe, mais la construire encore et toujours.

Nous nous sommes également fait cette réflexion, la Chancelière et moi-même, de dire : est-ce que nous ne devrions pas imaginer ce que serait l'Europe dans dix ans ? Pas simplement ce qu'elle va être dans les prochains mois, même dans les 5 prochaines années avec cette nouvelle Commission, mais de nous donner un objectif à moyen et long terme. Capable de mobiliser au-delà même de nos Gouvernements, les forces européennes.

Donc, le vote des européens doit être respecté, nous devons donner un contenu à la future Commission, son mandat, nous devons laisser un délai entre le moment où le vote va être constaté et les groupes vont être constitués au sein du Parlement européen, et ensuite être capable de faire une proposition.

Sur la politique de l'énergie, dans toute crise, il y a à la fois une épreuve et une opportunité. La crise de la zone euro, cela a été une épreuve, mais aussi une opportunité pour que des Européens aillent beaucoup plus loin que ce qui avait été imaginé lors du traité de Maastricht. C'est ce qui nous a permis d'avoir et l'Union budgétaire et l'Union bancaire et de mettre en place des mécanismes. L'Europe a avancé.

Là, nous sommes devant une nouvelle crise, crise ukrainienne dont nous avons parlé, qui pose la question de la dépendance énergétique. Donc, nous devons mettre l'Europe de l'énergie comme l'une de nos grandes priorités pour les cinq prochaines années avec trois objectifs : dépendre moins de certains approvisionnements, diversifier nos sources, Cela c'est le premier objectif. Deuxième objectif, avoir les prix les plus bas, parce que nous sommes devant aussi une compétition en matière énergétique.

Autant nous recherchons la compétitivité sur le plan de la technologie, sur le plan du travail, nous devons aussi la chercher sur le plan énergétique.

Et puis, troisième objectif, c'est de contribuer l'Europe à la lutte contre le réchauffement climatique et vous savez combien je suis attaché à la réussite de la Conférence sur le climat, l'année prochaine.

Donc, l'Europe de l'énergie sera incontestablement dans le mandat que nous allons confier à la Commission européenne.

Ensuite, il y a cette interrogation sur ALSTOM et son avenir. Hier, il y a eu une rencontre entre Sigmar GABRIEL et Arnaud MONTEBOURG, je pense pour bien clarifier les positions de chacun des pays. Si c'est d'abord une affaire d'entreprises, d'industriels, le Gouvernement français est particulièrement attentif aux enjeux d'emploi, de localisation d'activités, de centres de décision et nous attendons l'offre de SIEMENS dans son détail pour nous prononcer.

Je sais que SIEMENS y travaille et nous ne voulons pas préjuger d'un choix. Nous voulons faire en sorte que ce soit le mieux pour les salariés d'ALSTOM et le mieux pour les salariés de SIEMENS, si cette offre était proposée, avec le souci aussi, d'avoir une politique énergétique qui puisse être compatible avec nos enjeux européens.

QUESTION Mme la Chancelière, le Président polonais demande plus de résolution du

Gouvernement allemand pour que l'Europe et ses voisins puissent vivre sans peur à l'avenir. Est-ce que vous êtes étonné que le Président polonais semble croire à une détermination insuffisante ? M. le Président de la République, est-ce que ces coopérations en matière d'armement entre la France et la Russie est-ce que ces coopérations ont été arrêtées officiellement ? Ou est-ce que cela serait une prochaine étape des sanctions ?

MME ANGELA MERKEL Nous travaillons tous ensemble en Europe pour que les peuples européens puissent continuer de vivre dans la liberté et que pour d'avantages d'hommes et de femmes puissent vivre dans la liberté. Je crois que l'Allemagne est très déterminée dans la contribution qu'elle apporte à ce projet.

Dans ce dont nous avons discuté avec le Président de la République, dans notre déclaration franco-allemande, nous montrons bien que nous voulons une solution pacifique du conflit en Ukraine.

Par ailleurs, et cela nous l'avons dit souvent, nous voulons garder ouverte la porte pour rétablir une bonne coopération avec la Russie. Tout cela contribue à ce que nous puissions vivre dans la paix, mais nous disons aussi que nous faisons partie d'alliance dans l'Union européenne, l'OTAN. Lorsque j'étais à Varsovie j'ai dit clairement que l'Allemagne tient à honorer ses engagements. J'ai le sentiment que les deux semaines à venir seront très riches, très riches avec des tâches à accomplir pour que l'on puisse arriver le 25 mai à une élection présidentielle en Ukraine. Je crois que c'est dans notre intérêt à tous, y compris dans l'intérêt de la Pologne.

LE PRESIDENT La France, l'Allemagne, la Pologne ont agi ensemble ces dernières semaines et même ces derniers mois.

La Chancelière a reçu le Premier ministre polonais, moi aussi, nous avons évoqué la politique énergétique, mais également la relation à avoir en ce moment même, avec l'Ukraine et la Russie. Et nous sommes en parfaite cohérence.

Ce qui fait la force de l'Europe, c'est son unité. Il n'y en a pas qui sont plus engagés et d'autres plus frileux. Il y a une position européenne que nous avons d'ailleurs exprimée lors du dernier Conseil des chefs d'Etats et de Gouvernement. Et que nous allons rappeler aussi à travers la réunion des ministres des Affaires étrangères européens.

Nous devons aboutir à ce que le 25 mai, ce soit une élection pour l'Europe. Une élection pour l'Europe à travers le renouvellement du Parlement européen, une élection pour l'Europe à travers le vote des ukrainiens. Parce que ce sont des valeurs européennes que nous allons exprimer sur notre continent, au-delà même de l'Europe des vingt-huit.

Sur la question des sanctions, nous sommes au niveau II des sanctions et nous préférons qu'il n'y ait pas de niveau III. Cela dépendra de ce qui va se passer dans les prochains jours. Par rapport à un contrat qui concerne la relation entre la France et la Russie sur la livraison d'un bateau, ce contrat a été signé en 2011, il s'exécute et il trouvera son aboutissement au mois d'octobre prochain. Pour l'instant, il n'est pas remis en cause.